



Rapport diffusion communiqué de presse:

« PBR Rating annonce ses projections économiques pour l'exercice 2024 »

Février 2024



Presse écrite

AGENCE DE NOTATION PBR RATING-RAPPORT

La pression sur les finances publiques, un point de vigilance, mais tout risque de défaut sur l'exercice 2024 est écarté

L'agence de notation PBR Rating met en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

La résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir durant l'année 2024, en dépit d'une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums, a fait ressortir un rapport publié hier par l'agence de notation PBR Rating qui est initiée et parrainée par le Conseil bancaire et financier.

Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et d'approvisionnement, a relevé ce rapport élaboré en collaboration avec le Conseil bancaire et financier sur les projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice

2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

La pression sur les finances publiques est un important point de vigilance

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens.

En 2024, l'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, le rapport écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024, selon PBR Rating. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes.

Ainsi, à l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

Des fragilités latentes dans les secteurs de l'agriculture et des industries non manufacturières

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières.

Cependant, l'agence de notation PBR Rating met en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscri-

vant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leur cadre réglementaire (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

Ce rapport est fondé sur une double méthodologie économique et économétrique. Il vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. L'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Les projections de PBR Rating pour l'exercice 2024 :

En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

Pas de risque de défaut de paiement !

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement éatique plus resserrée.

Resserrement du budget de l'investissement

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12,451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allègement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les



finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.



وكالة « PBR Rating » تستبعد مخاطر تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ إجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت انه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

استبعدت وكالة التصنيف التونسية «بي بي آر»، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، أمس الثلاثاء، حول الآفاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر أكتوبر 2024.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر إمكانات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات علمية لإعادة التموقع.



**Presse
électronique**

PBR Rating présente ses projections macroéconomiques et sectorielles pour 2024

En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.



En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national. Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés.

En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024



L'agence de notation tunisienne PBR Rating a écarté « *tout risque de défaut tunisien sur l'exercice de 2024* », en dépit de la conjoncture difficile. « *La résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir* », a-t-elle précisé, dans un communiqué publié mardi 20 février 2024.

Elle a affirmé que « *les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée* ».

Elle a ajouté : « *La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023* ».

L'agence a souligné, toutefois que : « *La pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens.*

L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024 ».

« Des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation) », a expliqué, PBR Rating.

Pour rappel, PBR Rating a été créée en 2018. Elle est initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers).

PBR Rating annonce ses projections économiques pour 2024



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.

Fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, ce [rapport](#) vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques.

Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Maîtrise du déficit commercial...

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays.

Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le [déficit commercial](#) estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

... et de la balance commerciale

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars, soit 2,6 % du PIB, contre -12,451 milliards de dinars, soit 8,7 % du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global, avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

2024 sous des meilleurs auspices

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir; malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre.

Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024.

Attention à une éventuelle carence de mobilisation

Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

Des opportunités se profilent dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables... Mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

Des fragilités mais aussi des opportunités

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne.

Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique. Mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

** Les intertitres sont de la rédaction*

A propos de PBR Rating :

L'agence de notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances.

L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.



وكالة التصنيف "بي بي آر" تستعيد تخلف تونس عن سداد ديونها

استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية. ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، ونتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

Le Rating tunisien met en avant la résilience et écarte tout défaut de paiement

Par African Manager 20 février 2024

6 0



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

Selon ce rapport, les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

Les chiffres tunisiens, selon un Rater tunisien

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allègement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, **la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir**, malgré une **tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums**. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Les risques

Cependant, sur l'exercice courant, **la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens**. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, **PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024**. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation). En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières.

Les opportunités

Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

Qui est cette agence et qui est son dirigeant ?

L'agence (Tunisienne) de notation financière « PBR Rating » de Souheil Skander, a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.

PBR Rating annonce ses projections économiques pour l'exercice 2024

Publié le 20 Février, 2024 - 11:23



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

PBR Rating prévoit la poursuite de la résilience économique en Tunisie

🕒 20 FÉVRIER 2024

👁️ 59 💬 0 ❤️ 0



L'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.

Ce rapport, réalisé en collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CMF), est fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique. Il vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays.

Allègement du déficit global

Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3% en 2022 et un pic de 10,4% sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés.

En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12,451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger.

Le secteur touristique a également contribué à l'allègement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums.

Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation.

Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Pression sur les finances publiques

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur).

Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre.

Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024.

Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes.

A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne.

Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

وكالة التصنيف "بي بي آر" تستبعد وجود أي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، و انتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعديد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 3ر9 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 4ر12 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

PBR Rating annonce ses projections économiques pour l'exercice 2024

Par Entreprises Magazine - 20 février 2024

👁️ 34 🗨️ 0



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

Selon les projections, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens.

Le rapport du PBR Rating a rappelé que l'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre.

Et d'ajouter : "malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes"

A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, ajoute l'agence, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

L'AGENCE DE NOTATION PBR RATING PRÉVOIT LA RÉSILIENCE DU TISSU ÉCONOMIQUE TUNISIEN EN 2024



L'agence de notation tunisienne PBR Rating a écarté « tout risque de défaut tunisien sur l'exercice de 2024 », en dépit de la conjoncture difficile. « La résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir », a précisé dans un communiqué publié mardi 20 février 2024.

En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation « PBR Rating » a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

Selon ce rapport, les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir, malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

PBR Rating annonce ses projections économiques pour l'exercice 2024



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national. Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

A propos de PBR Rating :

L'agence de notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية. وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزمودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، واساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية. ويرى خبراء الوكالة ان الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وانها تتدرج في اطار توجهات عالمية لاعادة التمتع. واعتبروا ان هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، وانتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكميائية لكن هذه القطاعات تحتاج الى تطوير اطرها التشريعية سواء كانت الادارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023. وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9.3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار. وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12.4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري واهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

واحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية.

وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، بـ14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الاسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف : لا وجود اي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، اي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزامتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف فى المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقيدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية. وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وابرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك. ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، واسباسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية. ويرى خبراء الوكالة ان الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وانها تتدرج في اطار توجهات عالمية لاعادة التموقع .

PBR Rating : opportunités dans les industries manufacturières, le recyclage et les énergies renouvelables

La résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir, durant l'année 2024, en dépit d'une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums, a fait ressortir un rapport publié mardi par l'Agence de notation [PBR Rating](#) qui est initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier.

Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation.

Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement, a relevé ce rapport élaboré en collaboration avec le Conseil bancaire et financier sur les projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024, au profit des acteurs économiques et financiers.

//La pression sur les finances publiques est un important point de vigilance. Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens.

En 2024, l'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires), de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre.

Malgré la conjoncture difficile, le rapport écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024, selon PBR Rating,

Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes.

Ainsi, à l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

Des fragilités latentes dans les secteurs de l'agriculture et des industries non manufacturières

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, l'agence de notation PBR Rating met en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

Ce rapport est fondé sur une double méthodologie économique et économétrique. Il vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques.

L'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

وكالة التصنيف "PBR" تستبعد وجود اي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزامتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، وانتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعديد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، و انتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وأجهد تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 3ر9 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 4ر12 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف "بي بي آر" تستبعد وجود أي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



تونس 20 فيفري 2024 - وات - استبعدت وكالة التصنيف التونسية « بي بي آر »، اي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما لسنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وابرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، و انتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وأجهد تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 3ر9 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 4ر12 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

PBR Rating annonce ses projections économiques pour l'exercice 2024



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

A propos de PBR Rating :

L'agence de notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.

PBR Rating annonce ses projections économiques pour l'exercice 2024



En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement étatique plus resserrée.

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12.451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allégement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières.

Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

A propos de PBR Rating :

L'agence de notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.



وكالة التصنيف «بي بي آر» تستعبد وجود أي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024

استبعدت وكالة التصنيف التونسية «بي بي آر»، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وابرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، واسباسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة ان الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وانها تدرج في اطار توجهات عالمية لاعادة التمتع .

واعتبروا ان هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، وانتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكميائية لكن هذه القطاعات تحتاج الى تطوير اطرها التشريعية سواء كانت الادارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة ، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي « والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري واهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

واحدثت وكالة « بي بي آر » سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بضض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية.

وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الاسواق المالية، معز حديدان.

A large red circle is centered on the page, containing white text. In the top right corner, there are curved lines in red, grey, and dark grey.

**Sites Web
Radios & TV**

وكالة التصنيف "بي بي آر" تستبعد وجود أي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، ونتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

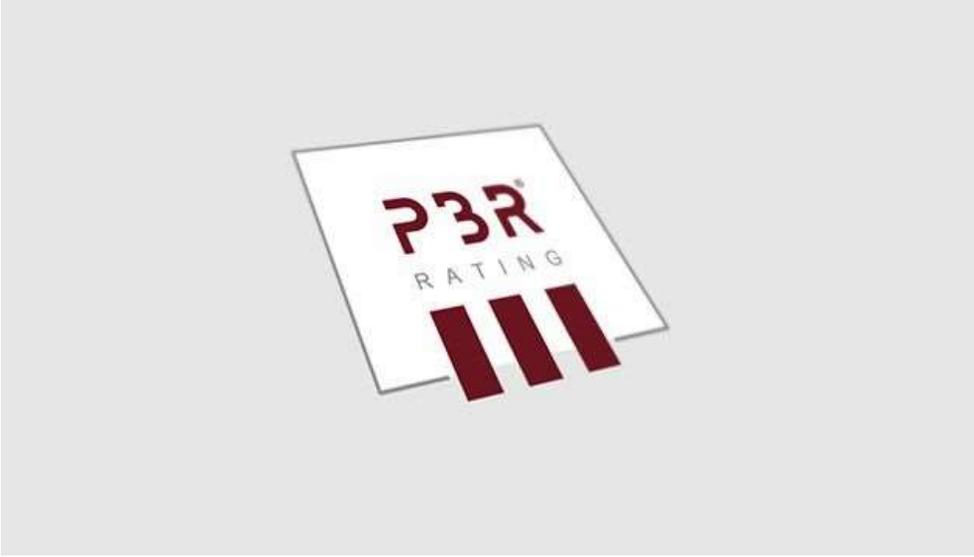
وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 93 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزامتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التمتع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، وانتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف "PBR Rating" تستبعد وجود اي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تتدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، ونتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وأجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 3ر9 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 4ر12 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان. (وات)

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزمودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والإلكترونية توفر إمكانات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تندرج في إطار توجهات عالمية لإعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد أكثر في قطاع إعادة الرسلكة وتثمين النفايات، وانتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية أو القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في إطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تندرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، وانتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.



وكالة التصنيف "PBR" تستعد وجود اي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وات

وكالة التصنيف "PBR" تستعبد وجود أي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها



نسخة ١٣:٠٥ - 20 فيفري 2024 - اقتصاد

استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزمودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.



ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، ونتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وواجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9.3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12.4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.

وكالة التصنيف 'بي بي آر' تستبعد تخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، الثلاثاء، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، ان عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024. وأشارت، الى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، الى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية. وبرزت انه على غرار سنة 2022، فان اي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن ان يؤدي الى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

تونس تواجه تحديات مالية في 2024 ووكالة التصنيف تستبعد التأخر في الديون

أكدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر" أنه لا يوجد خطر يتعلق بتخلف تونس عن الوفاء بالتزاماتها المالية خلال العام 2024، على الرغم من استمرار الضغط على المالية العامة كنقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأشارت الوكالة في بيان صدر يوم الثلاثاء حول الآفاق الاقتصادية للعام 2024، إلى أن عملية سداد الديون الخارجية تعتبر عنصرًا هامًا في العام 2024 على مستوى إدارة المالية العامة، خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، الأولى في شهر فيفري والثانية في شهر أكتوبر 2024.

وأوضحت الوكالة أنه يمكن اتخاذ إجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في حالة وجود صعوبات كبيرة في تعبئة الموارد الخارجية. وتحتاج تونس خلال العام 2024، وفقًا للوكالة، إلى تعبئة موارد مالية تقدر بحوالي 27 مليار دينار لتمويل الميزانية، منها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت الوكالة أن أي نقص في تعبئة هذه الموارد قد يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وسداد بعض الموردين، مما يؤثر على حيوية النمو، خاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

وأشارت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، إلى استمرار الهشاشة في العديد من القطاعات، مثل الفلاحة والصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية. وأكد خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية، وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والإلكترونية، توفر إمكانيات كبيرة لخلق القيمة المضافة والوظائف، خاصة وأنها تدرج في إطار التوجهات العالمية لإعادة التموقع.

A large, solid red circle is centered on the page. Inside this circle, the text 'Agence de presse' is written in white, bold, sans-serif font. The background of the page is white, with a decorative curved line in the top right corner consisting of a red outer arc and a grey inner arc.

**Agence
de presse**

La résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir en 2024 (l'Agence de notation PBR Rating)



TUNIS, 20 fev (TAP)-La résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir, durant l'année 2024, en dépit d'une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums, a fait ressortir un rapport publié mardi par l'Agence de notation [PBR Rating](#) qui est initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier.

Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation.

Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement, a relevé ce rapport élaboré en collaboration avec le Conseil bancaire et financier sur les projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024, au profit des acteurs économiques et financiers.

//La pression sur les finances publiques est un important point de vigilance Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens.

En 2024, l'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires), de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre.

Malgré la conjoncture difficile, le rapport écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024, selon PBR Rating,

Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes.

Ainsi, à l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

Des fragilités latentes dans les secteurs de l'agriculture et des industries non manufacturières

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières.

Cependant, l'agence de notation PBR Rating met en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.

Ce rapport est fondé sur une double méthodologie économique et économétrique. Il vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques.

L'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

وكالة التصنيف "بي بي آر" تستبعد وجود أي خطر يتعلق بتخلف تونس عن سداد ديونها خلال 2024



استبعدت وكالة التصنيف التونسية "بي بي آر"، أي خطر يتصل بتخلف تونس على الوفاء بالتزاماتها المالية خلال سنة 2024 على الرغم من بقاء الضغط على المالية العمومية نقطة هامة تتطلب اليقظة ضمن خارطة المخاطر المهددة للاقتصاد الوطني.

وأضافت الوكالة في بلاغ صدر، اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2024، حول الافاق الاقتصادية لسنة 2024، أن عملية تسديد الديون الخارجية تعد عنصرا هاما سنة 2024 على مستوى التصرف في المالية العمومية خاصة في ظل وجود فترتين صعبتين للسداد، تكون الأولى عند شهر فيفري والثانية خلال شهر اكتوبر 2024.

وأشارت، إلى انه يمكن اتخاذ اجراءات تقييدية أكثر، خاصة على مستوى العملة الصعبة، في صورة وجود صعوبات هائلة لتعبئة الموارد الخارجية.

وتحتاج تونس خلال سنة 2024، وفق الوكالة، إلى تعبئة موارد مالية لتمويل الميزانية تقارب 27 مليار دينار من بينها 16 مليار دينار على شكل ديون خارجية.

وأبرزت أنه على غرار سنة 2022، فإن أي نقص في تعبئة هذه الموارد يمكن أن يؤدي إلى الضغط على ميزانيات الاستثمار والدعم وخلص بعض المزودين مما يؤثر على حيوية النمو وخاصة على مستوى الاستثمار والاستهلاك.

ولاحظت الوكالة، في تحليلها للجانب القطاعي، تواصل وجود هشاشة تعاني منها عديد القطاعات، على غرار الفلاحة، وأساسا قطاع الصناعات الغذائية وبعض التخصصات الصناعية والتحويلية.

ويرى خبراء الوكالة أن الصناعات التحويلية وخاصة النسيج والصناعات الميكانيكية والالكترونية توفر امكانيات معتبرة لخلق القيمة المضافة والوظائف خاصة وأنها تدرج في إطار توجهات عالمية لاعادة التموقع. واعتبروا أن هذه الفرص تزداد اكثر في قطاع اعادة الرسلكة وتثمين النفايات، و انتاج الطاقات المتجددة، وتحويل المواد الكيميائية لكن هذه القطاعات تحتاج إلى تطوير أطرها التشريعية سواء كانت الإدارية او القانونية بما يمكن من تطويرها وخاصة في مجال التصدير.

وكانت الوكالة، أصدرت هذه القراءة التحليلية ، ضمن اخر نسخة من دراستها الثلاثية حول دراسة مخاطر الاقتصاد الكلي والقطاعي" والذي تضمنت استعراضا لعدد المعطيات الاقتصادية لسنة 2023.

وأجهت تونس خلال 2023، عديد الصعوبات على مستوى الاقتصاد، التي تم التحكم فيها مقارنة بسنة 2022، على غرار ارتفاع التضخم الى مستوى 9ر3 بالمائة وتقدير مستوى العجز التجاري بنحو 17 مليار دينار.

وسجل الحساب الجاري عجزا بنحو 4 مليار دينار خلال سنة 2023، مقابل 12ر4 مليار دينار خلال سنة 2022، مما يدل على التحكم فيه بفضل التحكم في الميزان التجاري وأهمية تحويلات التونسيين بالخارج في حين ساهم القطاع السياحي في تخفيف العجز.

وأحدثت وكالة "بي بي آر" سنة 2018، في اطار تعاون مع المجلس البنكي والمالي في خطوة لنشر بعض التصنيفات في القطاعين المالي وغير المالي الى جانب نشر دراسات اقتصادية تقوم على شفافية وفاعلية المعلومة المالية. وتراجع الاحتياطي من العملة الصعبة لتونس، امس الاثنين، ب14 يوم لتصل الى 105 يوم توريد وذلك نظرا لتسديد سندات اوروبية بقيمة 898 مليون أورو، تعادل 3 مليار دينار وفق تحليل المختص في الأسواق المالية، معز حديدان.